



*Direction des Aires Protégées, des Ressources Naturelles Renouvelables et
des Ecosystèmes*

GESTION FAUNE ET FLORE MADAGASCAR Système d'octroi de permis CITES

27/08/2024

Cadre réglementaire sur les espèces CITES² à Madagascar

- l'exportation, l'importation, la possession, le transport et le transbordement de toutes espèces sauvages inscrites aux Annexes de la CITES sont régies principalement par:
 - la loi n°2005-018 du 17 octobre 2005 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages ;
 - le décret n° 2006-097 du 31 janvier 2006 fixant les modalités d'application de cette loi
 - le décret n°2006-098 du 23 février 2006 portant publication des annexes de la CITES ;
 - le manuel de procédure pour la gestion de la faune et de la flore sauvages (non ligneuses)
 - Loi 97-017 portant sur la révision de la législation forestière ;
 - Décret 2017-066 du 31 janvier 2017 sur l'accès et le partage des avantages (APA) ;
 - Arrêté interministériel n°2915/87 du 30 Juin 1987 portant conduite de l'exportation des produits accessoires des forêts ;
 - Arrêté interministériel n° 6686/00 du 04/07/00 réglementant l'exploitation et la commercialisation des produits accessoires des forêts ;
 - Arrêté ministériel n°25608/2014 fixant les redevances forestières.

Les conditions d'exportation des espèces CITES

- Trois catégories d'exportation sont autorisées
 - exportation à but commercial (espèces des Annexes II et III de la CITES) ;
 - exportation à but scientifique ;
 - exportation d'objets personnels.
- Le commerce international des espèces n'est admis que pour des spécimens provenant :
 - d'un établissement agréé et dûment répertoriés dans le cahier de stock (quota) dudit établissement ;
 - d'une personne physique ou morale détenant une autorisation délivrée par l'autorité compétente, munie d'une facture délivrée par un établissement titulaire d'une autorisation de collecte ou de chasse commerciale. La quantité y afférente sera ainsi déduite du quota du titulaire.

PROCEDURE

GESTION FAUNE ET FLORE EN AMOUNT:

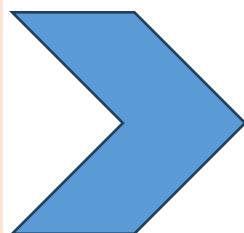
OBTENTION AGREEMENT

(centre horticole, centre d'élevage,
centre de détention d'animaux)

AUTORISATION DE COLLECTE

CONVENTION DE COLLECTE

AUTORISATION DE RECHERCHE



Quota

Stock

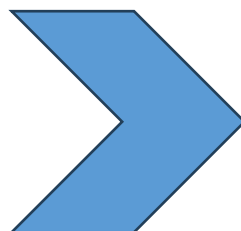


GESTION FAUNE ET FLORE EN AVAL:

EXPORTATION A BUT COMMERCIAL

EXPORTATION A BUT SCIENTIFIQUE

EXPORTATION A EFFET PERSONNEL



Permis ou
autorisation
d'exportation
+
Certificat
phytosanitaire/vé
térinaire



DEMARCHE POUR L'OBTENTION DE PERMIS CITES

Réception de la
demande adressé à
l'OG

- DGGE OG titulaire
- DAPRNE OG suppléant

Vérification et
Saisine de l'AS

- Quota/ stock
- Avis sur les demande d'exportation ou importation ou réexportation

Retour à l'organe
de gestion

- Paiement de redevance
- Octroi du permis
- Refus



Le processus actuel de délivrance de permis d'exportation à but commercial des espèces figurant dans les Annexes de la CITES

Etapes	Procédure	Responsable	Description de la procédure	Délai
1.	Demande de permis d'exportation	Exportateur	<p>L'opérateur dépose sa demande à la DAPRNE: état de la liste et du nombre des espèces à exporter avec les documents (fiche d'apurement de stock, facture de vente à l'exportation domiciliée, engagement de rapatriement de devises).</p> <p><u>Note</u> : l'opérateur doit effectuer des demandes séparées pour les espèces concernant la faune ou la flore.</p>	15 jours au plus tard avant la date d'expédition
2.	Vérification du dossier de la demande	DAPRNE (SCBE) OG	<p>La demande de permis est traitée par le service responsable (SCBE).</p> <p>1) La demande est saisie dans une application Word</p> <p>2) Vérification de la demande et les documents ainsi que les stocks disponibles (par rapport aux données du fichier Excel qui permet le suivi des quotas).</p> <p><u>Note</u> : Pour les espèces concernant la Flore, le quota opérateur est contrôlé. Pour la Faune, c'est le quota annuel attribué par autorité scientifique faune.</p>	Pendant 2 jours après la réception de la demande
3.	Contrôle des spécimens à exporter	DAPRNE	<p>1) Les agents de contrôle de la DAPRNE constatent la conformité des espèces à exporter avec les informations indiquées sur la demande déposée par l'opérateur.</p> <p>2) Effectue un Procès-Verbal de constatation qu'ils déposent au Secrétariat du SCBE qui l'annexe au dossier</p>	Le jour de la présentation des spécimens par l'exportateur
4.	Calcul de la redevance	DAPRNE (SCBE)	Etat de paiement des 2 redevances à payer par l'opérateur (redevance pour la collecte et redevance pour l'exportation) et établit un état de paiement	Immédiatement après le contrôle des 6 spécimens

Le processus actuel de délivrance de permis d'exportation à but commercial des espèces figurant dans les Annexes de la CITES

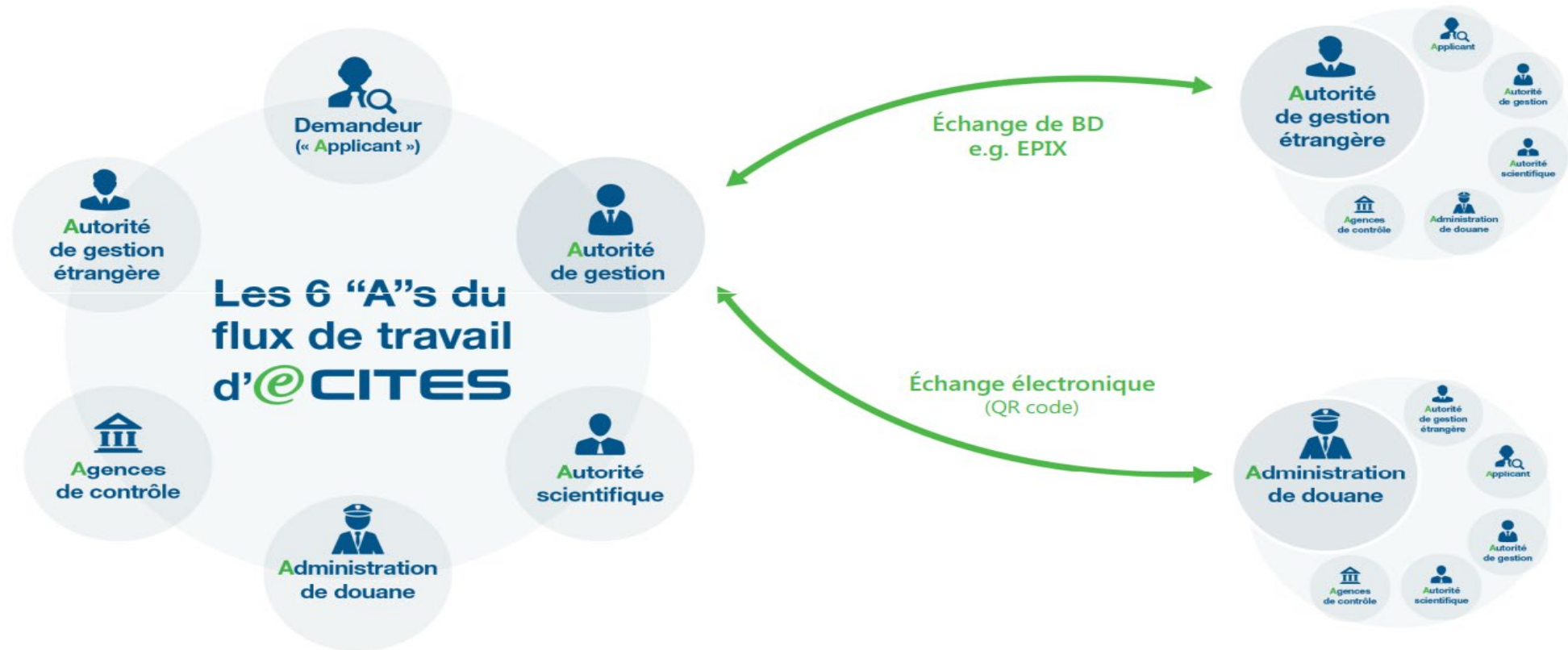
Etap es	Procédure	Responsable	Description de la procédure	Délai
5.	Païement des redevances d'exportation	Exportateur	Païement au niveau du Trésor public de la redevance ainsi que les timbres CITES. Puis, le reçu du paiement de l'état et à retourner au DAPRNE.	Après établissement de l'état de paiement
6	Délivrance du permis valable 6 mois	Organe de gestion (OG)	<p>À la suite du paiement et aux contrôles, l'OG/DGGE procède à l'établissement du permis CITES selon les étapes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Le Secrétariat du SCBE prépare le permis CITES 2) Le Chef de Division vérifie la conformité du permis CITES par rapport à la demande et paraphe le permis CITES 3) Le Chef de Service vérifie également et paraphe le permis CITES 4) L'Organe de Gestion (Le Directeur Général de la DGGE ou le Directeur DAPRNE) vérifie et signe le permis CITES (qui est établi en 4 exemplaires, 1 original et 3 copies) 	Le traitement du dossier est de 72h maximum pour un dossier complet (dossier de demande complet + PV de constatation+ reçu du paiement de la redevance)
7.	Contrôle et scellage des colis d'expédition	Douanier/ agents contrôle aéroport	<p>Les permis CITES sont contrôlés par les agents de la DGGE à l'aéroport:</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle le nombre de spécimens réellement exportés; mentionne sur le permis CITES. - Contrôle les normes IATA sur les emballages, - Contrôle les certificats de santé, - contrôle l'authenticité du permis CITES (timbre de sécurité de la CITES, authenticité de la signature). 	Un jour avant l'embarquement

La mise en place et la mise en œuvre d'un système de permis électronique cites à Madagascar

- un système automatisé de traitement et de délivrance des permis CITES
- l'utilisation de technologies de pointe pour la délivrance, la gestion, le contrôle et l'échange des données sur les permis CITES
- collaboration entre le Secrétariat CITES et le programme SYDONIA de la CNUCED
- renforcer l'application de la Convention CITES sur la lutte contre le commerce illégal des espèces sauvages dans le monde
- Financement GEF7

Les acteurs et le flux de travail avec le système e-CITES

Acteurs et Flux de travail



Description des différentes étapes et les acteurs d'émission de permis avec l'application e-CITES

Étape	Acteur	Description
1.	Exportateur	<p>L'opérateur se connecte à l'application e-CITES: saisi sa demande dans le système et attache tous les documents joints, valider puis soumet à la DGGE.</p> <p>Le système contrôle les quotas et calcule le montant des redevances à payer. Si la demande est acceptée par le système, une notification est envoyée au Chef de la Division concernée (faune ou flore) pour l'informer de la demande,</p> <p>Notes: L'opérateur doit garder les documents originaux nécessaires au traitement de sa demande afin de pouvoir les présenter aux services concernés en cas de contrôle ultérieur.</p>
2.	DAPRNE (SCBE)	<p>La Division concerné par la demande vérifie la demande et les documents joints. À la suite de ce contrôle, il peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit rejeter la demande • soit demander des informations complémentaires à l'opérateur (qui répondra via l'application e-CITES) • soit accepter la demande. <p>Avantages : La fiche de vérification est dématérialisée.</p>
3.	DAPRNE	<p>Les agents de la DAPRNE vont effectuer le contrôle de conformité des espèces à exporter avec les informations indiquées sur la demande enregistrée dans l'application e-CITES. Puis, ils vont remplir le Procès-Verbal (PV) de constatation directement dans le système e-CITES.</p> <p>Avantages : Dématérialisation du PV de constatation qui est automatiquement lié à la demande de permis CITES.</p>

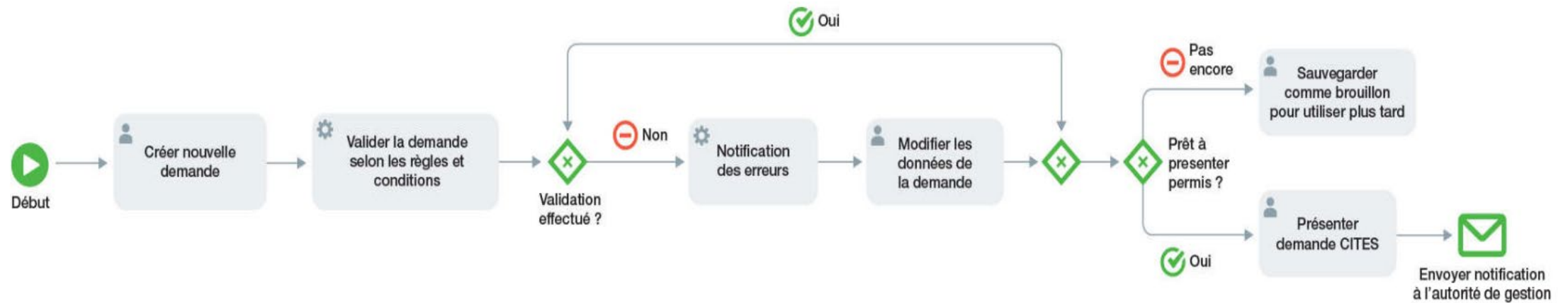
Description des différentes étapes et les acteurs d'émission de permis avec l'application e-CITES

4.	Païement des redevances d'exportation	Exportateur	<p>Le système e-CITES peut permettre à l'opérateur de payer selon les 3 modes de paiement suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Paiement auprès du Trésor (procédure actuelle) • Prépaiement (si l'opérateur dispose d'un compte de prépaiement dont le solde est suffisant, ce compte sera automatiquement débité par le système e-CITES et le permis sera payé automatiquement dès validation) • Paiement électronique (dans ce cas, l'opérateur doit effectuer le paiement au Trésor qui va le transférer automatiquement au système e-CITES).
5.	Délivrance du permis valable 6 mois	Organe de gestion (OG)	<p>À la suite du paiement et aux contrôles, la DGGE/OG CITES peut procéder à l'établissement du permis CITES selon les étapes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) A Division vérifie la conformité de la demande du permis dans le système e-CITES et la transmet au Chef de Service 2) Le Chef de Service vérifie la demande du permis dans le système e-CITES et la transmet au Directeur Général de la DGGE 3) Le Secrétariat imprime le permis CITES avec le QR Code (en plusieurs exemplaires si nécessaire) et le soumet à la signature de l'Organe de Gestion (DGGE ou DAPRNE). 4) L'Organe de Gestion (le Directeur Général de la DGGE ou le Directeur de la DAPRNE) vérifie et valide l'émission du permis CITES dans le système e-CITES. Puis, il signe les exemplaires du permis CITES (qui est établi en 4 exemplaires, l'original et 3 copies).

Description des différentes étapes et les acteurs d'émission de permis avec l'application e-CITES

6.	Contrôle et scellage des colis d'expédition	Douanier agents contrôle aéroport	<p>/ Les permis CITES sont contrôlés par les agents de la DGGE à l'aéroport. Lors du contrôle, les agents renseignent dans le système e-CITES le nombre de spécimens qui sont réellement exportés.</p> <p>Avantages :</p> <ul style="list-style-type: none">• La dématérialisation du contrôle permet de savoir dès la confirmation de la sortie le nombre exact de spécimens ayant été exportés.• Faire une réconciliation automatique et de mettre à jour l'apurement des quotas automatiquement, en cas de différences, entre les nombres prévus lors de la demande et les nombres réellement exportés.• Les rapports et les états de réconciliation peuvent être émis en temps réel.
----	---------------------------------------------	-----------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

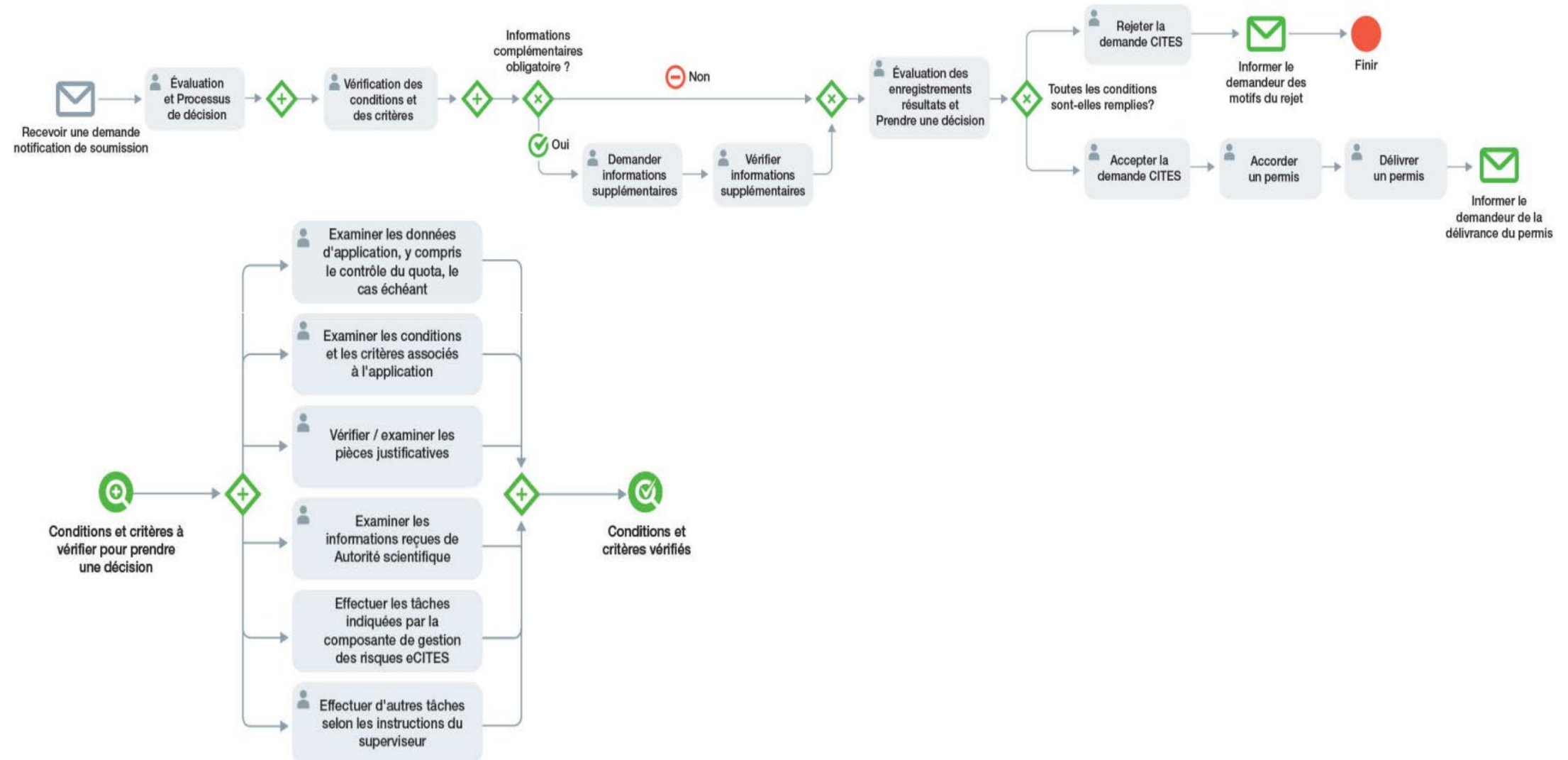
Le flux de travail de l'opérateur (demandeur de permis) avec le système e-CITES



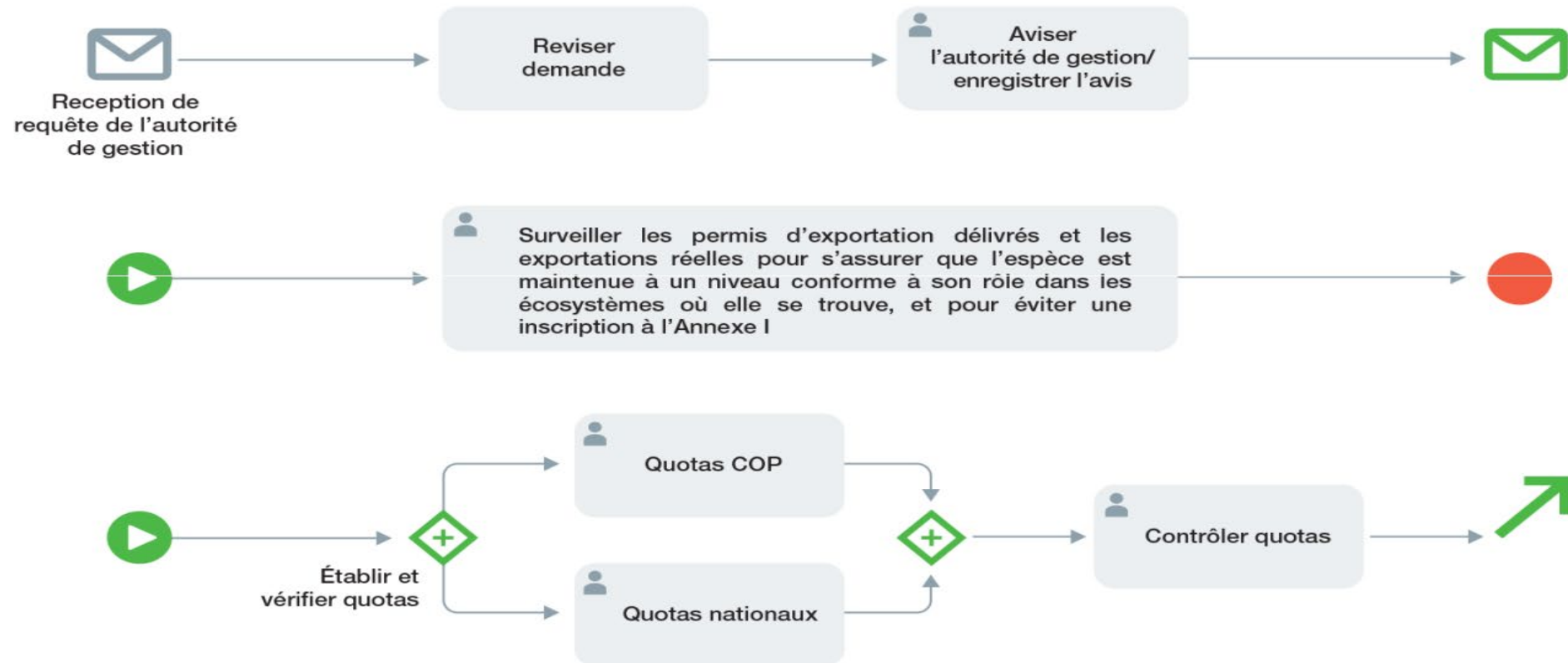
Calendrier du processus en temps réel



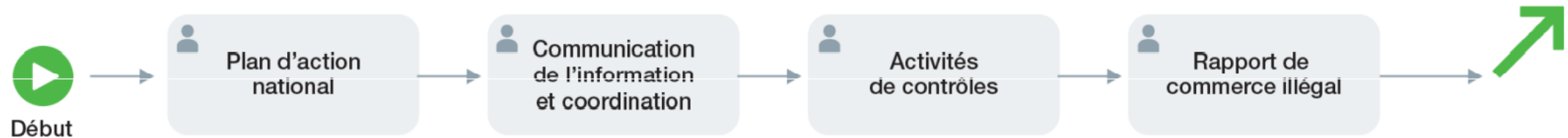
Le flux de travail de l'Organe de Gestion avec le système e-CITES



Le flux de travail de l'Autorité Scientifique avec le système e-CITES



Flux du contrôle aux frontières et douanier avec le système e-CITES

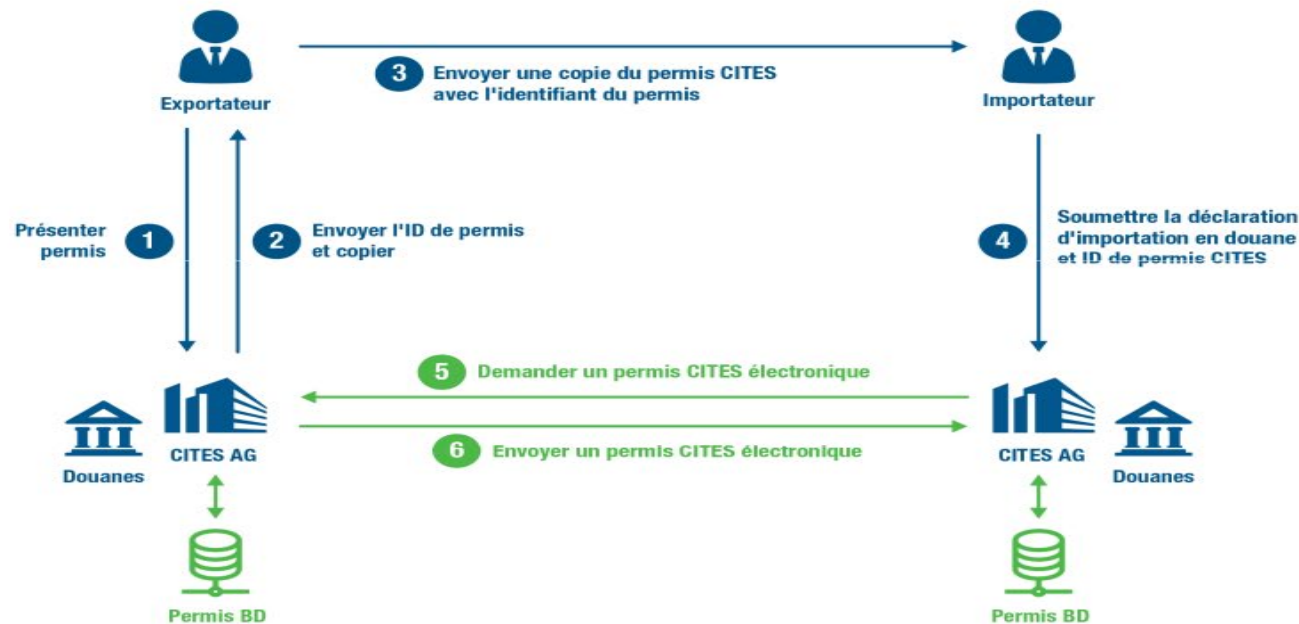


Flux d'échange d'information avec les autorités des pays d'importation

Acteurs et Flux de travail



Échange d'information sur les permis électroniques - EPIX



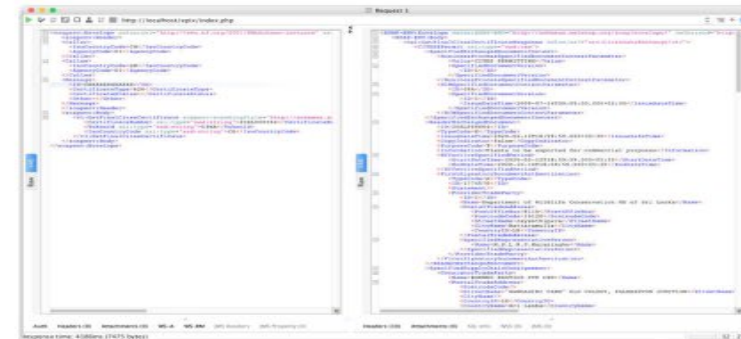
Afficher le WSDL pour le service. Cliquer sur le nom d'une opération pour afficher les détails.

[Get Non Final Cites Certificate](#)

[GetFinal Certificate](#)

[Confirm Quantities](#)

[Service State](#)



Les phases de déploiement du système e-CITES

- **Phase 1 – ePermis** : Demande et émission des permis (électronique et imprimée sur papier), l'évaluation des risques si nécessaire, les paiements fiscaux, la gestion des quotas, le contrôle des stocks et le suivi du commerce légal et illégal
- **Phase 2 - eContrôle** : Coordination des contrôles et échange d'informations entre les différentes agences de contrôle, gestion des risques et prévention du trafic illégal, fourniture de rapports divers (exportation, saisie, ...) et partage d'informations avec les organismes qui appliquent les règles et qui ont besoin d'intervenir si nécessaire
- **Phase 3 - eReport** : Fourniture automatique des rapports annuels CITES ou rapports et analyses statistiques spécifiques
- **Phase 4 - eEchange** : Echange de données surtout aux niveaux national et transfrontalier des permis et échange d'informations avec d'autres systèmes et bases de données

Les options d'hébergement du système e-CITES

- La CNUCED, en accord avec le Secrétariat CITES, propose les 3 méthodes de déploiement de l'application e-CITES dans le pays :
- 1ère) Déploiement dans le «Cloud»
- 2ème) Déploiement régional
- 3ème) Déploiement national

Evaluation des coûts de la mise œuvre du système e-CITES (coût de l'hébergement national vs hébergement dans le cloud

Rubrique	Sous rubrique	Coût du déploiement (USD)	
		National	"Cloud"
Coût d'installation	Coût de mise en œuvre e-CITES	113000	113000
	Coût de déploiement de e-CITES sur les serveurs nationaux (installation, formation et assistance mise en production	50000	
	Coût d'acquisition / installation des équipements informatiques	93 500	37 375
	Formation « système-réseaux-sécurité » pour les administrateurs	10 000	
	Coût de support de base e-CITES		0 USD (actuellement car pris en charge par la CITES)
Coût d'exploitation (annuel)	Coût des abonnements annuels	5 650	5 650
	Budget prévisionnel pour le renouvellement des équipements informatiques (20% par an)	18 700	7 475
	Coût de support par pays (optionnel)	20 000	20 000
COÛT TOTAL		310 850	183 500

Les ressources humaines requises

- La mise en œuvre de CITES ne nécessite pas de ressources supplémentaires du point de vue fonctionnel. Cependant, si la méthode de déploiement national est retenue, il faudra :
 - recruter un administrateur système-réseau
 - prévoir des formations « système-réseaux-sécurité » pour les administrateurs

Les risques et les mesures d'atténuation de la mise en œuvre du système E-CITES

Risques	Mesures d'atténuation	Niveau de risque
Indisponibilité de l'application dans le "Cloud"	La CNUCED dispose d'un site de secours et d'une équipe expérimentée pouvant apporter son assistance 7j/7 et 24h/24. La disponibilité est importante car plusieurs applications sont gérées dans le Centre de données de la CNUCED	Faible (compte tenu de l'expérience de la CNUCED)
Problème de connexion	Mise en place d'un accès internet	Faible (une simple connexion internet suffira pour se connecter à e-CITES)
Expertise limitée pour la mise en œuvre du projet et échec de transfert des connaissances	La DGGE/OG CITES doit identifier des personnes ressources pour le projet de haute qualité et les rendre disponibles pour la durée du projet. La CNUCED fournira des experts expérimentés dans la mise en œuvre du projet.	Faible compte tenu de l'intérêt de la DGGE pour la dématérialisation et l'expérience de la CNUCED dans la modernisation des procédures douanières et du commerce internationale

Ressources financières pour la mise en œuvre et la maintenance du E-CITES

- projet “GEF7: un financement de 380’000 USD
- Trésor Public perçoit annuellement 10’000 USD de redevance CITES et 25’000 USD (redevance export CITES).
- Du fait du nombre peu élevé de permis CITES, la redevance annuelle est environ 35'000 USD (ressources financières avec les redevances pour la délivrance des permis CITES)
- des discussions auprès de ces partenaires pour voir leur soutien ont déjà eu lieu

Misaotra tompoko

